

Des territoires perdus de la République aux territoires gagnés par les islamistes ?

Entretien avec Alexandre Devecchio

LE FIGARO. - Bernard Rougier, *Les Territoires conquis de l'islamisme*, le titre de votre livre, n'est-il pas un peu provocateur ?

Bernard ROUGIER. - Il y a une provocation volontaire. Nous avons voulu restituer l'idée qu'il y avait eu constitution d'espaces physiques enclavés, marqués par un écosystème autour de la mosquée, de la sandwicheerie hallal, de la librairie islamique, de la salle de sport, du terrain de foot. Ce sont des lieux d'apprentissage de la norme islamiste où les individus créent du lien et qui sont investis par un discours religieux à coloration salafiste. À travers tous les entretiens, on s'aperçoit qu'une socialisation islamiste s'accomplit à l'échelle locale, au point de former un territoire avec ses différents marqueurs. Cette notion de territoire a une réalité physique : elle est constitutive de la communauté, sous-entendu islamique, et s'oppose à d'autres espaces où la norme religieuse ne va plus de soi, n'est plus aussi légitime. Il y a aussi les espaces institutionnels : celui de la prison, lieu privilégié de diffusion des discours religieux et des pratiques rigoristes ; et, dans le registre de la démocratie locale, celui du conseil municipal où le clientélisme communautaire et religieux s'exerce. Il existe une diversité de scènes et de sites où les acteurs religieux tentent de pousser leur agenda idéologique. Ce sont ces éléments qui justifient l'idée de territoire.

Évidemment, il y a un écho avec le livre *Les Territoires perdus de la République*. Nous n'avons pas parlé de la délinquance, sauf quand celle-ci pouvait s'articuler avec l'engagement djihadiste ; ce n'est pas un livre de sociologie urbaine, ni de sociologie des banlieues. C'est un ouvrage sur l'action d'entrepreneurs religieux qui, à travers le maillage d'espaces physiques, cherchent à contrôler la population d'origine immigrée de confession musulmane.

Ces systèmes religieux peuvent cohabiter dans certains cas avec diverses formes de délinquance. Dans certains réseaux salafistes, on trouve l'idée qu'il n'est pas grave de vendre de la drogue si cette drogue est destinée aux « mécréants ». La délinquance est alors un moyen de lutter contre le système républicain désigné comme l'expression de la mécréance. De manière plus générale, c'est l'existence d'espaces salafisés dans certaines communes françaises qui explique le nombre de départ vers la zone syro-irakienne à partir de 2012-2013, et plus encore après la proclamation du « califat » islamique en 2014. Plus l'espace a été travaillé par ces réseaux, plus la

socialisation a été forte autour des différents sites et plus la recherche de la pureté religieuse est devenue une exigence telle que lorsqu'une opportunité extérieure surgit, ces individus s'en saisissent. L'hypothèse du livre est d'affirmer un lien entre ces espaces islamisés ou réislamisés et les départs pour le djihad en terre orientale.

Xavier LEMOINE. - Le titre de l'ouvrage de Bernard Rougier n'est en rien provocateur. S'il faut le comprendre comme des enclaves dûment identifiées avec des frontières géographiques, cela existe mais elles sont encore rares. En revanche, la définition d'écosystème est plus appropriée puisque c'est protéiforme et diffus à l'échelle de nos villes. C'est donc bien plus profond et dilué que l'enclave. Ce sont les mêmes personnes qui peuvent aller à l'école de la République durant la journée, mais dès la sortie de classes sont prises en charge par les mosquées ou l'association sportive, si bien que le sport est fait en autarcie communautaire. On observe une cohabitation de modes de vie intriqués. L'appréhension en est bien plus subtile que lorsqu'un périmètre est déjà tracé. Si les quartiers populaires ont pu être touchés par les salafistes, on trouve des personnes d'obédience islamiste tout à fait organisées et déterminées au sein des classes moyennes supérieures.

Pour les pouvoirs publics, cela représente une plus grande difficulté d'identification et plus encore d'action. Autant les quartiers populaires représentent des périmètres identifiés, autant ces classes moyennes supérieures sont réparties de manière diffuse et disposent d'une bien plus grande autonomie d'action. Le contact est rompu.

Si les politiques publiques relevant de la politique de la ville ont permis à la République de maintenir le lien et son influence dans les quartiers populaires par le truchement des élus locaux, il reste à imaginer un autre mode opératoire pour la partie diffuse et autonome du phénomène étudié.

Vous décrivez la mise en place de ces enclaves que l'on peut qualifier de « salafo-fréristes ». Quel a été le processus ?

B. R. - Le processus fonctionne entre les deux rives de la Méditerranée. On ne peut pas étudier les formes d'islam en France sans prendre en considération le Maghreb et le Moyen-Orient. Dans la dynamique salafiste en Europe, il y a le contre-effet d'une révolution salafiste qui a bouleversé l'expression de l'islam dans le monde musulman après les indépendances politiques. Des facteurs conjoncturels ont aussi joué : le rôle de l'Arabie saoudite, bien sûr, mais aussi les modalités d'achèvement de la guerre civile algérienne à la fin des années 1990. Il y a eu alors un pacte entre militaires et salafistes, par l'intermédiaire des religieux saoudiens : les combattants du GIA ont abandonné la lutte en échange de positions d'influence dans le paysage religieux algérien. L'Algérie a ainsi servi de relais privilégié à la diffusion salafiste vers la France et vers

l'Europe. Comme si le pacte algérien de sortie de la guerre civile avait pour effet mécanique de détricoter le pacte français républicain en y semant les germes de la division.

La diffusion du salafisme s'opère aussi évidemment par les pèlerinages qui sont un enjeu commercial et idéologique. La défense d'un islam salafiste va donner aux agences de pèlerinage la possibilité d'obtenir des visas pour aller de plus en plus souvent à La Mecque et à Médine. Le passage dans les lieux saints, c'est l'immersion dans un univers de sens - avec ses cheikhs, ses maisons d'éditions, ses sites internet - qui rétroagit ensuite dans les banlieues françaises pour diffuser le « véritable » islam. Il y a une sorte de concordance des sources de validation de celui-ci : Google, la librairie islamique de quartier, le prédicateur de la mosquée, celui du bled diffusent la même interprétation de l'islam. Cela rend donc très difficile la possibilité de sortir de cette définition de l'islam qui est validée par toutes ces sources d'autorité.

X. L. - Lorsque les pouvoirs publics ont maintenu une forte et exigeante présence, y compris dans la confrontation, on observe également la convergence de tous ces signaux extérieurs mais les pouvoirs publics ont aussi contribué à maintenir certaines personnes dans une forme de liberté quant à la manière dont ils entendent pratiquer. En dépit de certains signes extérieurs qui semblent appartenir à cette codification générale, ce sont des personnes qui savent parfaitement se démarquer d'un certain nombre de codes ou d'usages imposés. Ils parviennent à conserver une certaine liberté, grâce à un rapport constant et fréquent avec la République. En revanche, dès lors qu'il y a rupture avec la société française, alors nous entrons parfaitement dans le schéma indiqué dans Les Territoires conquis de l'islamisme . Il est important, par une cohabitation bienveillante, exigeante parfois, que les institutions maintiennent et intensifient leur présence pour établir un contrepoint à cette convergence de signaux qui existe.

Pour autant, les récentes réformes sociétales (théorie du genre à l'école, loi Taubira, lois de bioéthiques, PMA, peut-être GPA à l'avenir) constituent un repoussoir absolu parfaitement instrumentalisé par ceux qui veulent couper les musulmans de l'influence de la culture française.

La tentation est-elle importante pour les élus locaux de consentir à des « accommodements raisonnables » avec les islamistes dans l'espoir de pacifier la délinquance ?

X. L. - Malgré la réapparition dans nos villes de drogues dures, ces dernières ont été combattues il y a quinze ou vingt ans par certains religieux. C'est une réalité. Concernant par ailleurs des accommodements qui ont pu être passés, à certains endroits, ils peuvent perdurer encore aujourd'hui. Je me refuse fermement à la politique des « grands frères » qui est une forme déguisée de

sous-traitance politico-culturelle. La République doit s'adresser à tous les citoyens, le discours n'est pas légitimé par l'origine, la religion ou la qualité de celui qui l'exprime. Cela peut sembler coûteux de ne pas sous-traiter la paix sociale mais c'est le seul moyen de ne pas être pris en otage. Pour cela, il faut savoir dépasser quelques manifestations hostiles qui ont pour but de vous faire céder. Il faut rester très vigilant, à tous les niveaux, y compris dans ses propres services municipaux.

B. R. - Nous avons interrogé, dans nos recherches, des anciens employés de la mairie d'Argenteuil. Selon eux, sous l'ancien mandat municipal, des médiateurs urbains ont été recrutés en échange de l'appui électoral du réseau salafiste local. Il a été rapporté que sur une quinzaine de médiateurs urbains, la moitié étaient salafistes et refusaient de serrer la main des femmes. À l'échelle locale, la République se détruit elle-même, au nom d'un calcul électoral à courte vue et de l'achat d'une paix sociale forte de tensions futures bien plus grandes. En certains cas, la proximité entre la mosquée et l'école peut être préoccupante, puisque la première diffusera différents types d'interdits dans l'espace scolaire dès la maternelle. Il faut que les élus prennent conscience des risques de « l'orientalisation » des pratiques politiques. (Dans les lieux que nous avons étudiés), l'individu n'est pas vu comme individu mais comme membre du collectif. Cela ressemble à l'Empire ottoman, ou au Liban communautaire. Jérôme Fourquet a montré, à travers les listes électorales, que les jeunes femmes quittaient ces quartiers pour aller dans des zones où la pression islamiste était plus relâchée. Il y a une stratégie de sortie des jeunes femmes quand elles en ont les moyens.

Vous subissez, Xavier Lemoine, des pressions, j'en subis aussi. Nous entrons dans une société très compliquée puisque les réseaux sociaux et l'exigence de transparence font que toute critique de ces acteurs est considérée, par eux, comme des attaques. Les acteurs ne veulent pas être mis au jour et pour cela brandissent l'accusation d'« islamophobie ». Quand les politiques, voire des universitaires, relaient ces accusations, le champ de la recherche se ferme. Si nous n'avons pas une connaissance claire, dépassionnée et documentée de ces phénomènes, nous irons vers la constitution homogène de territoires dont on ne saura rien. C'est précisément ce que l'on veut éviter.

Que pensez-vous des listes communautaires ?

B. R. - Dans la réalité, il y a des listes communautaires « invisibles » qui se mêlent à des listes politiques dites normales. L'exemple d'Aubervilliers est frappant : un membre de l'Association des musulmans d'Aubervilliers, très marqué par le salafisme, est en position éligible sur une liste proche de La France Insoumise . En réalité, il s'agit donc d'une liste « mixte ». Soulever la question des listes communautaires est intéressant pour créer la vigilance mais les interdire ne fonctionne pas véritablement. Cela s'est produit dans

certaines pays musulmans et les partis religieux ont pris d'autres noms pour prétendre à l'ouverture et à la représentativité. Le vrai problème réside chez les partis qui placent des candidats communautaires en position éligibles. Il me semble qu'une partie des violences contre les élus émanent de promesses d'« accommodements » non tenues après les élections. La manifestation contre « l'islamophobie » du 10 novembre 2019 est une réponse d'une partie de la gauche face à cette problématique, consistant à accepter ces listes et ce communautarisme. La France Insoumise a abandonné une partie de ses convictions républicaines en prenant part à cette manifestation. Le 10 novembre, un pacte s'est noué entre les islamistes et une partie de la gauche.

X. L. - Les listes communautaires pures existent, elles sont rares cependant. Elles permettent à la communauté de se rassembler, de se compter et de commencer un rapport de force. Une autre stratégie, celle du coucou, consiste à emprunter la notoriété d'un parti politique localement en déshérence qui, à son score résiduel, ajoute le score de la communauté. Le résultat électoral peut en être ainsi nettement amélioré et permettre d'obtenir quelques élus. On peut noter la part très active de certaines mosquées dans ces campagnes électorales. Enfin, à ces deux procédés assez visibles se rajoute, de plus en plus souvent, ces fameuses listes communautaires « invisibles » telles que décrites à l'instant par Bernard Rougier. C'est une stratégie d'influence et de noyautage. -

Figaro 30/01/2020

Les territoires conquis de l'islamisme, sous la direction de Bernard Rougier, PUF, 412 p., 23 €